DEBOUT LA FRANCE !

ÉCONOMIE ET FINANCES

PRODUIRE EN FRANCE ET RÉCOMPENSER LE TRAVAIL



La France paie le prix exorbitant de la politique dictée par l'Union européenne depuis 40 ans et avalisée par les gouvernements successifs particulièrement lâches : notre industrie est laminée par des concurrents qui ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, nos produits voient leur compétitivité obérée par un euro surévalué, nos entreprises sont étouffées par les normes et par les charges et nos fleurons sont régulièrement bradés à des acheteurs étrangers.

Pour autant, la France ne manque pas d'atouts : une électricité nucléaire, un système éducatif offrant des formations d'excellence, des niveaux de productivité parmi les plus élevés du monde, des entreprises de taille mondiale, en pointe dans leur domaine, des infrastructures de qualité…

Pour répondre à la crise de la dette et à la désindustrialisation, nous enclencherons un cercle vertueux associant le patriotisme économique, des protections intelligentes, la relance de la production nationale, la libération des énergies, l'investissement dans l'avenir et l'augmentation du pouvoir d'achat par le biais du travail.

Notre projet économique s'articule autour de trois priorités :

- **Produire en France**
- **Récompenser le travail**
- **Assainir les finances publiques sans faire souffrir les Français**

LE CONSTAT

La France paie le prix exorbitant de la politique dictée par l'Union européenne depuis 40 ans et avalisée par les gouvernements successifs particulièrement lâches : notre industrie est laminée par des concurrents qui ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, nos produits voient leur compétitivité obérée par un euro surévalué, nos entreprises sont étouffées par les normes et par les charges et nos fleurons sont régulièrement bradés à des acheteurs étrangers.

Cette politique s'est notamment traduite par la disparition de 2 millions d'emplois industriels dans l'Hexagone depuis 1989 et par une explosion de notre déficit commercial sur les biens qui a atteint 69 milliards d'euros en 2025 et la somme incroyable de 400 milliards d'euros sur la période 2022-2025. À noter qu'en moyenne annuelle, entre 2007 et 2024, le solde de la France avec l'UE s'établit à – 43,4 Md€, selon les chiffres du commerce extérieur publiés par les douanes françaises en 2025.

Quelques indicateurs simples illustrent tristement l'affaissement de notre pays et battent en brèche les mensonges de nos gouvernants :

• Le niveau de vie des Français est désormais inférieur à la moyenne de l'Union européenne, selon une étude d'Eurostat publiée en 2026. Dépassée par l'Allemagne, le Danemark ou l'Espagne, la France est même rattrapée par la Pologne.
• La pauvreté touche désormais 14 % de la population.
• 5,77 millions d'actifs sont inscrits à France Travail en catégories A, B et C.
• La dette nationale atteint 3 600 milliards d'euros et ne cesse de progresser (+ 1 400 milliards sous les désastreux quinquennats d'E. Macron).
• Les charges sociales salariales (la différence entre le salaire brut et le salaire net), qui correspondaient à 8 % du salaire brut en 1967, à 15 % en 1984, à 21 % en 1994, représentent aujourd'hui 23 % de ce même salaire brut. Particuliers, salariés et entreprises ploient sous l'excès du matraquage fiscal.
• Un déficit budgétaire, proche de 5,5 % du PIB, souligne l'impéritie des sbires de M. Macron.

Les enjeux

Pour autant, la France ne manque pas d'atouts : une électricité nucléaire, un système éducatif offrant des formations d'excellence, des niveaux de productivité parmi les plus élevés du monde, des entreprises de taille mondiale, en pointe dans leur domaine, des infrastructures de qualité…

Pour répondre à la crise de la dette et à la désindustrialisation, nous enclencherons un cercle vertueux associant le patriotisme économique, des protections intelligentes, la relance de la production nationale, la libération des énergies, l'investissement dans l'avenir et l'augmentation du pouvoir d'achat par le biais du travail.

Notre projet économique s'articule autour de trois priorités :

- **Produire en France**
- **Récompenser le travail**
- **Assainir les finances publiques sans faire souffrir les Français**

NOS 30 MESURES

10 MESURES POUR CRÉER ET RELOCALISER 2 MILLIONS D'EMPLOIS

Dans le contexte d'une course effrénée à la compétitivité et à l'innovation, la France, à l'instar d'une équipe de football, doit combiner une attaque dynamique (baisse des charges pour les entreprises patriotes qui investissent en France et qui croient au « Produire en France ») et une défense solide dans le cadre d'un protectionnisme intelligent.

Notre ambition est de voir notre industrie manufacturière retrouver sa puissance et atteindre 15 % du PIB en 10 ans (20 % dans 20 ans), relocaliser 1 million d'emplois et en créer un autre million.

1. **Diminuer pour tous massivement le coût de l'énergie.**
   Il ne peut y avoir de production ni de création de richesse digne de ce nom sans énergie bon marché. Cette dernière est fondamentale dans la productivité de nos entreprises.

   a) Diviser par 2 le prix de l'électricité dès la première année en :
   - Sortant du marché européen de fixation du prix de l'électricité.
   - Rétablissant le monopole de production et de distribution d'EDF.
   - Fixant un tarif réglementé national (un tarif de 11 centimes d'euro/kWh, soit 110 € le MWh, sera garanti contractuellement).

   b) Baisser de 40 centimes le prix des carburants (suppression des certificats d'économies d'énergie (CEE) : 17 centimes ; suppression de la TVA sur la taxe (4 milliards d'euros de coût) : 13 centimes ; plafonnement des marges des raffineurs : 10 centimes).

   c) Réduire de 20 % le prix du gaz en rétablissant un monopole public de distribution et en supprimant les CEE. Par ailleurs, nous réautoriserons les importations de gaz russe parce qu'il est bon marché (4 fois moins cher que le GNL américain).

2. **Diviser par 2 l'ensemble des normes administratives** qui entravent la bonne marche des entreprises et exaspèrent les Français (les ZFE seront supprimées, tout comme le seuil minimal de DPE pour louer un logement…) et zéro taxe et zéro norme supplémentaire pour les TPE/PME.

3. **Baisser les impôts de production** (3,2 % du PIB, soit près du double de la médiane des pays européens et du quadruple de l'Allemagne, ce qui décourage nos entrepreneurs)

4. **Créer un grand fonds d'investissement et de relocalisation doté de 4 milliards d'euros par an** et piloté par la Caisse des dépôts et consignations, qui favorisera l'investissement productif, la robotisation, l'emploi et la recherche dans les zones périphériques et rurales notamment. Ce fonds devra, à terme, s'autofinancer via les profits retirés de ces investissements.

5. **Accorder un crédit d'impôt production** pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français. Il s'agit de récompenser les dirigeants d'entreprises qui favorisent l'emploi en France.

6. **Mettre en place un étiquetage obligatoire sur les marchandises** pour indiquer précisément dans quel pays elles sont fabriquées et la part du « fabriqué en France » et étendre le label « Origine France garantie » à tous les produits, y compris industriels multi composants, dès lors que plus de 75 % de la valeur ajoutée a été obtenue sur notre territoire. En outre, nous protégerons les entreprises en matière de propriété intellectuelle et mènerons une lutte impitoyable contre la contrefaçon.

7. **Déployer un protectionnisme intelligent** et renégocier tous les accords de **libre-échange** à l'occasion de la sortie de l'UE. De façon générale, contrôler aux frontières les produits entrants afin de vérifier s'ils respectent les normes sanitaires, environnementales et sociales applicables sur le territoire français et ne pas hésiter à imposer des droits de douane compensateurs pour limiter les importations déloyales.

8. **Adopter un « BUY French ACT »** à la manière des États-Unis : introduire une préférence nationale dans les marchés publics (à noter que le montant total de la commande publique est de 200 milliards d'euros chaque année). La commande publique sera réservée aux entreprises qui produisent le bien en question en France, sous réserve que son prix ne soit pas supérieur de 50 % au produit étranger.

9. **Élargir le décret « Montebourg » à tous les secteurs et établir un système d'actions préférentielles** pour protéger nos entreprises stratégiques des prises de contrôle étrangères. Il est insupportable de voir les fleurons de l'industrie française démembrés et passer sous pavillon étranger (depuis 2014, 1 600 entreprises françaises ont été rachetées par des Américains).

10. **Abroger la directive dite « travailleurs détachés »** qui légalise le travail low-cost et la concurrence déloyale des pays européens de l'Est et du Sud.

10 MESURES POUR RELANCER LE POUVOIR D'ACHAT ET RÉCOMPENSER LE TRAVAIL

Le redressement de notre économie ne se fera pas sans une meilleure récompense du travail, du mérite et de l'effort.

11 **Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros** qui sera bloqué jusqu'à sa retraite et qui sera géré par un fonds public de capitalisation français, inspiré du modèle du fonds souverain norvégien. À 60 ans, le bénéficiaire disposerait ainsi d'un socle de retraite par capitalisation, qui viendrait en complément de la retraite par répartition. À 60 ans, en tenant compte de l'inflation et avec un rendement net de 4 %, le citoyen français disposerait d'un minimum de retraite complémentaire de 400 euros par mois et d'un capital de 100 000 euros constants. Cette mesure coûtera environ 6 milliards d'euros par an à l'État.

12 **Augmenter le SMIC à 1 600 euros net** (98 euros supplémentaires par mois) **en compensant cette hausse par une baisse proportionnelle des cotisations salariales pour ne pas pénaliser les entreprises.** Cette réduction sera dégressive afin d'éviter les effets de seuil et concernera 2,5 millions de salariés.

13 **TVA à zéro sur une liste de 50 produits de première nécessité et réduire les frais bancaires**, notamment les frais cachés.

14 **Réindexer les pensions de retraite et les traitements des fonctionnaires sur l'inflation**, car l'État doit respecter son engagement vis-à-vis des Français qui ont cotisé toute leur vie professionnelle. Rétablir la possibilité du cumul emploi retraite entre 62 et 67 ans.

15 **Exonérer de charges patronales** :
- Le premier emploi en CDI d'un jeune de moins de 26 ans pendant trois mois
- Le CDI d'un chômeur de longue durée (5 ans) pour insérer les personnes en extrême difficulté sociale pendant deux ans

16 **Défiscaliser les heures supplémentaires** : au-delà de 1 607 h/an pour un temps plein, chaque heure effectuée sera défiscalisée dans la limite de 300 heures/an.
Cette défiscalisation concernera les cotisations salariales (le net sera égal au brut).

17 **Supprimer les droits de succession sur la résidence principale et sur les 100 premiers hectares de terres agricoles, doubler les plafonds d'exonération des donations, exonérer de 90 % la valeur des titres d'une entreprise transmise** (75 % actuellement).
Le travail est suffisamment imposé pour ne pas taxer le fruit du travail d'une vie une deuxième fois.

18 **Lancer la « Participation gaullienne » des salariés**, en synergie avec les entreprises : baisser le taux d'IS de 1 % pour 5 % d'actionnariat salarié supplémentaire, dans une limite de 10 points de baisse d'IS, et exonérer les sommes versées au titre de la participation du forfait social (coût : 1 milliard d'euros). De plus, nous proposons de renouer avec l'esprit de la « Participation gaullienne » qui donna naissance aux ordonnances de 1967 et d'instaurer un label attractif pour les entreprises qui souhaitent faire participer leur personnel à un niveau significatif. Nous favoriserons la cogestion en réduisant l'impôt sur les sociétés pour toute entreprise qui attribuera un pourcentage des sièges aux salariés, avec voix délibérative, dans les instances de décision ou de contrôle (pourcentage à déterminer avec les partenaires sociaux).

19 **Avoir zéro jeune sans formation d'avenir** en proposant à chaque jeune sans diplôme une formation qualifiante intensive aux métiers manuels, aux métiers du numérique ou aux métiers des secteurs en demande, assortie d'un emploi à la clé dans les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, plutôt que de laisser des milliers de postes non pourvus et des milliers de jeunes sans emploi.

20 **Garantir les revenus de l'épargne populaire** en instaurant un taux supérieur à l'inflation pour le Livret A.



10 MESURES POUR ASSAINIR LES FINANCES PUBLIQUES ET PRÉPARER L'AVENIR

21 **Sortir de l'UE et économiser ainsi les 15 milliards d'euros de notre solde contributeur.**

22 **Mettre fin aux aides à l'Ukraine** (7 milliards d'euros par an en comptant les aides de la France et la quote-part des aides de l'UE dues par la France).

23 **S'attaquer à la fraude sociale** avec les millions de cartes Vitale excédentaires et les retraites payées à des morts à l'étranger pour économiser 20 milliards d'euros par an.

24 **Couper les pompes aspirantes migratoires et économiser 5 milliards d'euros par an** (conditionner les aides sociales non contributives à 5 ans de résidence pour tout étranger, supprimer l'AME, lutter contre les fraudes aux mineurs isolés).

25 **Supprimer les aides de l'État à l'installations des éoliennes et des panneaux solaires** en annulant le décret sur la PPE3 (10 milliards d'euros économisés).

26 **Supprimer le millefeuille administratif et les agences d'État inutiles.**
Sur les 1 700 milliards d'euros formant la dépense publique, il est possible d'économiser 40 milliards par an au terme des 5 ans, soit un peu plus de 2 %.

- Supprimer progressivement des agences d'État : ADEME, ARS… qui coûtent 80 milliards d'euros par an avec des frais de structure, alors que leurs missions pourraient être reprises dans le cadre de leurs ministères de tutelle, avec un objectif de 20 milliards d'euros par an au terme des 3 ans.
- Supprimer l'échelon régional, le mandat de conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil économique, social et environnemental (CESE), tout en renforçant le pouvoir des maires et des conseils départementaux, avec un objectif de 10 milliards d'euros par an au terme de 3 ans.
- Supprimer les subventions de l'État aux associations clientélistes et immigrationnistes, contraires à l'intérêt général, avec un objectif de 10 milliards d'euros au bout de 3 ans (le total des subventions publiques accordées aux associations est de 23 milliards d'euros par an).

27 **Renforcer le pôle financier de Bercy de lutte contre la fraude fiscale**, principalement les carrousels sur la TVA, avec un objectif de 20 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

28 **Rétablir une fiscalité loyale** en :

- Imposant le bénéfice consolidé des multinationales au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans le pays (recettes supplémentaires de 10 milliards d'euros au bout de 5 ans).
- Créant une taxe sur l'exploitation des données personnelles (recettes supplémentaires de 5 milliards d'euros par an au terme de 5 ans).
- Créant une taxe antidumping (recettes supplémentaires de 5 milliards d'euros au bout de 5 ans).

29 **Rapatrier le pouvoir monétaire, bancaire et financier en France** (actuellement à Francfort et à la BCE) et réviser le fonctionnement des lois bancaires et financières (1973, 1984, traités de Maastricht et de Lisbonne de 1992 et 2008) pour permettre à l'État d'emprunter directement auprès de la Banque de France, redevenue autonome. La France, pour investir dans les infrastructures nationales, sans alimenter l'inflation, pourra directement se refinancer à taux zéro auprès de sa Banque de France, sans passer par les marchés financiers. Cet emprunt à 0% pour nos investissements publics permettra d'économiser au terme des 5 ans 10 milliards d'euros par an des intérêts d'emprunt. Un grand emprunt national offrant un avantage fiscal aux Français permettra de reprendre le contrôle de notre dette et de conforter notre nouvelle monnaie à l'exemple du Japon.

30 **Rebâtir un État stratège en réhabilitant un vrai commissariat au Plan** pour créer de nouvelles filières industrielles (Robotique, informatique quantique, IA française, Canadairs français…) et faire de la France le paradis des chercheurs. 2,2 % de notre PIB est actuellement consacré à la recherche contre 3,2 % pour l'Allemagne. L'objectif sera de passer la barre des 3 % dès 2029.

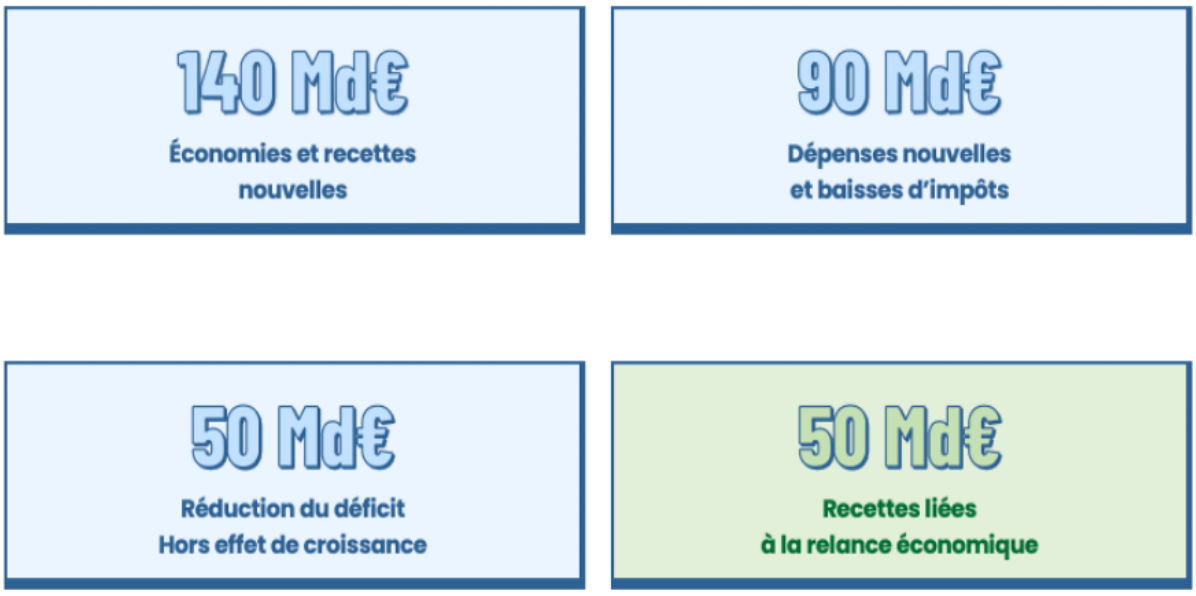
A titre d'exemple, la planification énergétique sera mise en œuvre : l'électricité est l'avenir de l'énergie et le nucléaire est l'avenir de l'électricité.

- Les programmes de construction des EPR2 et de déploiement des petits réacteurs modulaires français pour remplacer nos centrales en fin de vie seront accélérés.
- Un vaste programme de recherche et développement pour développer les filières de réacteurs à neutrons rapides sera lancé. En outre, nus relancerons et donnerons des moyens au projet Astrid.
- Les barrages hydroélectriques seront rénovés, leur puissance améliorée et ils resteront dans le giron d'EDF.
- Les trains diesel de la SNCF seront enfin remplacés par des trains Alstom à hydrogène pour développer progressivement toute la filière hydrogène (fabriqué à partir d'électricité) en France.

DEBOUT LA FRANCE · BP 80479 · 75327 PARIS CEDEX 07
01 84 16 02 24 · courrier@debout-la-france.fr · www.debout-la-france.fr

LE FINANCEMENT DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL 2027

CRÉER ET RELOCALISER DEUX MILLIONS D'EMPLOIS



Comment passer du cercle vicieux de l'appauvrissement collectif au cercle vertueux de la croissance relocalisée et de la prospérité partagée

DUPONTAIGNAN.FR

LE CONSTAT

COMMENT PASSER DU CERCLE VICIEUX DE L'APPAUVRISSEMENT COLLECTIF AU CERCLE VERTUEUX DE LA CROISSANCE RELOCALISÉE ET DE LA PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

Les finances publiques de la France ont été considérablement détériorées par les politiques contreproductives menées depuis trente ans. Notre pays est piégé dans une spirale infernale de récession économique, de dégradation des comptes publics et de racket fiscal.

Faute de stratégie de patriotisme économique cohérente pour défendre nos intérêts face à la mondialisation déloyale et notre incapacité à corriger notre dérive bureaucratique, notre tissu industriel s'est effondré, notre déficit commercial a explosé, entraînant une crise profonde et durable qui alimente le chômage de masse structurel et la faiblesse de nos recettes fiscales et sociales.

Les gouvernements passés cherchent à acheter la paix sociale par la dépense publique. Or sans stratégie commerciale et industrielle pour créer de la richesse sur le sol français, l'argent public finance en pure perte une consommation qui se nourrit des importations à bas coûts des pays émergents et de nos principaux concurrents.

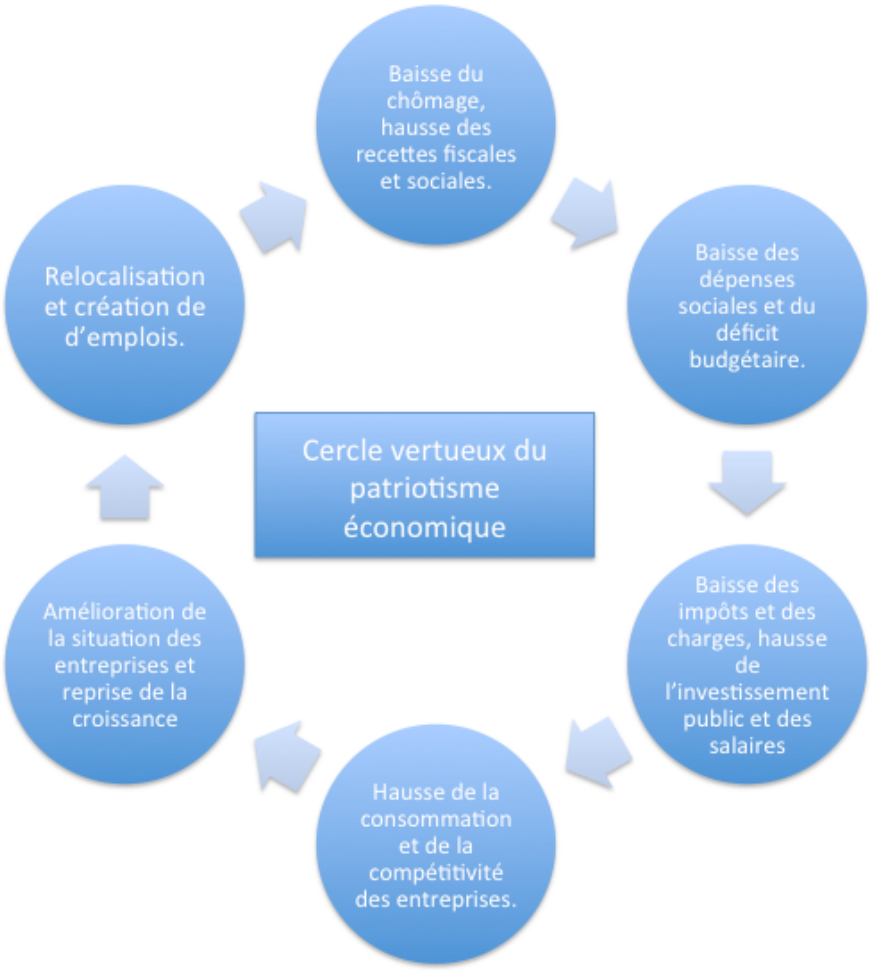
Ceux qui passent leur vie à donner des leçons de bonne gestion et de réalisme aux Français ont tout simplement ruiné la France pour rien ! Les pseudo « réformes » des gouvernements successifs ont abimé l'État et le service public sans jamais rétablir l'équilibre des comptes ou réduire la pression fiscale, qui l'un et l'autre, battent de tristes records. Notre pays est en quasi-faillite avec un déficit public qui devrait dépasser 150 milliards d'euros en 2026 et une dette publique de 120% du PIB.

Nous appliquerons un projet économique, budgétaire et fiscal qui sort complètement du cadre inefficace dans lequel est piégée la France. Nous remplacerons le cercle vicieux de l'appauvrissement collectif par un cercle vertueux combinant la relance de la production en France, la juste récompense du travail et des investissements pour préparer l'avenir.

Mécaniquement, ce cercle vertueux augmentera durablement la croissance et l'emploi, donc les recettes de l'État.

Notre projet sera financé par une lutte implacable contre les gaspillages (fraude sociale massive, coût de l'immigration illégale, financement de la dette, contribution versée à Bruxelles, économie des intérêts d'emprunt, subventions aux énergies intermittentes…) ainsi que des recettes fiscales supplémentaires issues de la lutte contre la fraude fiscale et de l'optimisation illégitime de certaines multinationales. Ces recettes et économies ont été détaillées dans les livres **Où va le pognon** (2021) et **La liberté ou la mort** (2026) écrits par Nicolas Dupont-Aignan qui explique en détail comment il entend financer son programme.

LE CERCLE VERTUEUX



LES RESSOURCES

100 Md€
Économies annuelles

40 Md€
Recettes nouvelles

100 MILLIARDS D'ÉCONOMIES

AVOIR LE COURAGE DE LUTTER CONTRE LES GASPILLAGES

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Économies totales	**41,00**	**73,00**	**86,00**	**100,00**	**100,00**
Lutte contre les fraudes à la sécurité sociale : fausses cartes vitales, faux documents d'identité, fraudes au RSA, aux fausses retraites à l'étranger	10	20	20	20	20
Couper les pompes aspirantes migratoires et conditionner les aides sociales à 5 ans de travail légal pour tout étranger, supprimer l'AME, Lutter contre les fraudes aux mineurs isolés	2	5	5	5	5
Supprimer notre contribution à l'UE	12	15	15	15	15
Rationaliser le millefeuille administratif : - Supprimer les agences inutiles (20 milliards) - Supprimer l'échelon régional, le mandat de conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil économique, social et environnemental (10 milliards). - Supprimer les subventions aux associations clientélistes (10 Milliards).	7	20	30	40	40
Arrêt des subventions aux éoliennes et aux panneaux solaires	10	10	10	10	10
Économies générées par des emprunts à 0% auprès de la Banque de France.	0	3	6	10	10

Les économies principales du projet de N. Dupont-Aignan proviennent principalement de trois grandes politiques :

- La lutte contre les fraudes à la sécurité sociale qui nous permettra d'économiser 20 milliards d'€ par an, cette estimation constituant une fourchette plutôt basse des travaux d'estimation de ce type de fraude. Nous ajoutons l'arrêt des pompes aspirantes migratoires pour atteindre un chiffre global de **25 milliards d'€** par an à récupérer
- La récupération de l'excédent versé chaque année à l'Union Européenne, soit **15 milliards par an.**
- Les économies réalisées grâce aux emprunts à 0% auprès de la Banque de France pour financer les investissements de l'État pour éviter tout risque inflationniste soit **10 milliards par an à terme.**
- L'arrêt des subventions aux éoliennes et aux panneaux solaires, soit **10 milliards par an.**

- La rationalisation du millefeuille administratif, des dépenses de fonctionnement de l'État et des collectivités **(40 milliards par an).**

1. **Supprimer progressivement les agences d'État** : ADEME, ARS, ANAH, AFITF, INERIS, VNF… qui coûtent 80 milliards d'euros par an avec des frais de structures alors que leurs missions pourraient être reprises dans le cadre de leurs ministères de tutelle, avec un objectif de **20 milliards d'euros par an au bout de 3 ans.**
2. Supprimer l'échelon régional, le mandat de Conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) tout en renforçant le pouvoir des maires et des Conseils départementaux avec un **objectif de 10 milliards d'euros par an au bout de 3 ans**
3. Supprimer les subventions aux associations clientélistes et immigrationnistes, contraires à l'intérêt général avec un objectif de **10 milliards d'euros par an au bout de 3 ans** (le total des subventions publiques accordées aux associations est de 23 milliards d'euros par an).

À noter que nous mettrons fin aux aides à l'Ukraine qui ont considérablement grevé nos budgets depuis 4 ans.

40 MILLIARDS DE RECETTES SUPPLÉMENTAIRES

GARANTIR LES RESSOURCES DE L'ÉTAT SANS PESER SUR L'ÉCONOMIE RÉELLE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Recettes supplémentaires totales	**20**	**32**	**40**	**40**	**40**
Lutter contre la grande fraude fiscale et la fraude à la TVA	10	14	20	20	20
Éradiquer les escroqueries à la TVA	5	7	10	10	10
Lutter contre la grande fraude fiscale	5	7	10	10	10
Imposer le bénéfice consolidé des multinationales au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans le pays (Accord OCDE)	6	10	10	10	10
Recettes liées à une taxe anti-dumping	2	3	5	5	5
Taxe sur l'exploitation des données personnelles	2	5	5	5	5

Les recettes supplémentaires du projet de Nicolas Dupont-Aignan proviennent principalement de :

La lutte contre la fraude fiscale et la fraude à la TVA : nous avons pour objectif de récupérer à terme **20 milliards d'euros par an** sur les 40 à 60 milliards qui échappent au fisc chaque année.

Les autres recettes supplémentaires seront assurées par :

La taxe sur l'exploitation des données (1Md dès 2027, 5 milliards d'€ à terme).

La taxe anti-dumping sur les produits ne respectant pas nos normes sociales et fiscales (5 milliards d'€ par an).

L'impôt sur le bénéfice consolidé des multinationales au prorata de leur CA réalisé en France (10 milliards d'€ par an).

Ces 100 milliards d'euros d'économies et ces 40 milliards d'euros de recettes nouvelles, soit 140 milliards de ressources supplémentaires, nous permettent de financer 90 milliards d'euros de baisse d'impôt et de dépenses nouvelles et ainsi de réduire le déficit budgétaire de 50 milliards d'euros sans compter l'effet de la croissance. Le déficit budgétaire sera inférieur à 100 milliards d'euros à terme et la dette sera stabilisée, puis commencera à décroitre en pourcentage du PIB.

LE RETOUR DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI

35 Md€
Cotisations sociales supplémentaires

15 Md€
Recettes liées à la relance

Nous intégrons également les gains de cotisations et de fiscalité d'un montant total de 50 milliards d'euros supplémentaires permis par la relance de la croissance et 2 millions d'emplois supplémentaires : dans le détail, nous prenons comme hypothèse qu'un point de croissance équivaut à 10 milliards de recettes fiscales supplémentaires. Notre plan de relance vise à créer 2 millions d'emplois en 5 ans, soit 400 000 nouveaux cotisants par an.

LA MONTÉE EN CHARGE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Recettes supplémentaires prévisibles liées à la reprise	**4**	**12**	**23**	**37**	**50**
Recettes liées aux cotisations sociales supplémentaires	3,0	9,0	18,0	27,0	35,0
Recettes liées à la relance économique	1,0	3,0	5,0	10,0	15,0

90 MILLIARDS DE BAISSE D'IMPÔTS ET DE DÉPENSES NOUVELLE : CONSTRUIRE UNE FRANCE FORTE ET JUSTE

20 MILLIARDS POUR RELOCALISER ET CRÉER 2 MILLIONS D'EMPLOIS

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Produire en France et faire de notre pays une terre d'emploi et d'innovation	**17,7**	**18,9**	**19,6**	**19,8**	**20**
Baisser les impôts et charges pour les entreprises qui produisent en France	13,7	14,9	15,6	15,8	16
Réduire les impôts de production	5	5	5	5	5
Accorder un crédit d'impôt production pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français	3	4	4	4	4
Fonds d'aide à l'industrialisation et à la relocalisation	4	4	4	4	4
Faciliter la transmission d'entreprises en les exonérant de droits de succession et de donation sur 90% de leur valeur (75 % aujourd'hui) et suppression pour les 100 premiers hectares de terres agricoles et viticoles	0,5	0,5	1	1	1
Baisser le taux d'IS d'1% pour 5% d'actionnariat salarié dans une limite de 10 points de baisse d'IS.	1	1	1	1	1
Exonérer de charges patronales : Pendant trois mois, le premier emploi en CDI d'un jeune de moins de 26 ans. Pendant deux ans, le CDI d'un chômeur de longue durée (5 ans) pour insérer les personnes en extrême difficulté sociale.	0,2	0,4	0,6	0,8	1
Soutenir notre agriculture de proximité	1	1	1	1	1
Créer un fonds de désendettement et soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et poursuivre les incitations fiscales à l'intention de ces derniers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Alléger les cotisations sociales agricoles qui pèsent sur nos exploitations et leur font perdre des parts de marché	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Préparer la France à relever les défis de demain	3	3	3	3	3
Accompagner l'innovation au service des entreprises et faire de la France le paradis des chercheurs	2	2	2	2	2
Mener une vraie politique de la mer	1	1	1	1	1

Les principales dépenses et allègements fiscaux concernent les mesures suivantes :

- **16 milliards d'€ de baisses d'impôts et charges et de soutien pour les entreprises qui produisent en France :** Créer un million d'emplois en allégeant les charges, en donnant un bonus fiscal et en assurant des subventions aux entreprises qui relocalisent ou s'installent en France.
- **1 milliard d'€ pour sauver notre agriculture.**
- **3 milliards d'€ pour préparer la France à relever les défis de demain :** Investir massivement dans la recherche scientifique afin de convertir les inventions en innovations industrielles et se doter d'une vraie stratégie maritime.

25 MILLIARDS POUR RÉCOMPENSER LE TRAVAIL ET RELANCER LE POUVOIR D'ACHAT

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Récompenser le travail et augmenter le pouvoir d'achat	**20,1**	**23,7**	**24,8**	**24,9**	**25**
Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros qui sera bloqué jusqu'à sa retraite	6	6	6	6	6
TVA à taux 0 sur une liste de 50 produits de première nécessité	2	3,5	3,5	3,5	3,5
Supprimer la TVA sur la TICPE (l'accise) et baisser ainsi le prix du carburant	4	4	4	4	4
Augmenter le SMIC à 1 600 euros net (98 euros supplémentaires par mois) en compensant cette hausse par une baisse proportionnelle des cotisations salariales pour ne pas pénaliser les entreprises.	3	3	3	3	3
Patrimoine : supprimer les droits de succession sur la résidence principale et faciliter les donations en doublant l'ensemble des plafonds d'exonération et en divisant par 2 l'ensemble des durées permettant d'être exonéré.	1	3	4	4	4
Défiscaliser les heures supplémentaires dans une limite de 300 h par an	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5
Supprimer les droits de mutation pour les primo-accédants	3	3	3	3	3
Réduire le délai permettant d'être exonéré d'impôts sur les plus-values et cotisations immobilières à 10 ans	1	1	1	1	1

Les principales dépenses et allégements fiscaux concernent les mesures suivantes :

- 0 TVA sur une liste de 50 produits de première nécessité (mesure qui coûtera 3,5 milliards d'euros).
- Hausse du SMIC à 1 600 euros nets financée par une baisse des cotisations sociales salariales (coût de 3 milliards d'euros).
- **Alléger les impôts des particuliers de 9 milliards d'euros immédiatement et de 12,5 milliards à l'issue du quinquennat avec des mesures très concrètes pour baisser les prix des carburants, promouvoir la famille, faciliter la natalité et les transmissions :** supprimer les droits de succession sur la résidence principale, les droits de mutation pour les primo-accédants, revenir sur le matraquage fiscal de nos anciens sous les précédents mandats.
- Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros qui sera bloqué jusqu'à sa retraite et qui sera géré par un fonds public de capitalisation français, inspiré du modèle du fonds souverain norvégien. À 60 ans, le bénéficiaire disposerait ainsi d'un socle de retraite par capitalisation, qui viendrait en complément de la retraite par répartition. Avec un rendement net de 4%, le citoyen français disposerait d'un minimum de retraite complémentaire de 400 euros par mois et d'un capital de 100 000 euros. **Cette mesure coûtera environ 6 milliards d'euros par an à l'État.**
- **Augmenter les plafonds d'heures supplémentaires** ouvrant droit aux exonérations de cotisations salariales pour permettre de travailler plus pour gagner plus.

20 MILLIARDS POUR RECONSTRUIRE L'ÉTAT RÉGALIEN ET GARANTIR LA PUISSANCE DE LA FRANCE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Reconstruire l'État	**8,5**	**14,8**	**18,5**	**18,8**	**20,0**
Augmenter et sanctuariser le budget de la Défense à 2,3 % du PIB (équipements, second porte-avion, service national)	3,4	5	6	7	7
Fidéliser les militaires et revaloriser leur condition militaire (formation, solde, hébergement)	0,8	1	1	1	1
Rétablir un service civique de 3 mois obligatoire au cours duquel les jeunes auront droit à 1 passage du permis de conduire.	0,25	0,5	0,5	0,5	0,5
Doubler le budget dédié au renseignement	1	1	1	1	1
Construire un deuxième porte-avion sur la durée du quinquennat et moderniser les équipements des forces françaises (drones, frégates…)	1,3	2,5	3,5	4,5	4,5
Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice	4,8	8,7	10,5	9,8	11,0
Renforcer les moyens au ministère de la justice et doubler la dépense moyenne par Français dans la justice	2	3	4	5	6
Recruter 30 000 représentants des forces de l'ordre et 10 000 personnels administratifs.	0,8	1,3	1,6	1,9	2,2
Renforcer et moderniser les moyens matériels des policiers et gendarmes	0,7	1	1	1	1
Créer 40 000 places de prison supplémentaires au cours du quinquennat	1,2	3,4	3,9	1,95	1,8
Renforcer la francophonie et notre diplomatie	0,2	0,6	1	1	1
Valoriser notre patrimoine et retrouver une ambition culturelle	0,2	0,5	1	1	1

La reconstruction de l'État Régalien et de la Justice coûtera 8,5 milliards d'euros la première année et 20 milliards à l'horizon 2032. Les principales dépenses concernent les mesures suivantes :

- Sanctuariser le budget de la Défense à 2,3% du PIB (**soit environ 7 milliards d'euros à l'horizon 2032**).
- Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice (11 Milliards par an à l'horizon 2032).
- Renforcer la Francophonie (1 Md/an) et consacrer 1% du budget à la culture.

25 MILLIARDS POUR RÉTABLIR LES SERVICES PUBLICS ET ASSURER L'ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Rétablir le service public et assurer l'équilibre des territoires	**20**	**22**	**24**	**25**	**25,0**
Faire de la famille une grande cause nationale	1,9	2,3	2,7	3,0	3,0
Rétablir le quotient familial, les allocations familiales et la PAJE au niveau de 2012.	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Créer un système de congé parental optionnel, complémentaire aux congés maternité et paternité existants, paritaire et rémunéré : les couples se partageraient ainsi 360 jours – trois mois chacun et six à se répartir – avec prise en charge par l'État de près de 50% du salaire avec un plafond à 3 000 € nets	0,4	0,8	1,2	1,5	1,5
Former et permettre le bien-être des jeunes	0,3	0,5	0,7	0,9	1,0
Donner accès à un crédit d'études ou de formations pour les jeunes ayant quitté tôt l'école	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4
Créer un pass'Sport pour tous les 6-18 ans	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Augmenter le nombre d'étudiants boursiers français	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5
Garantir l'égalité des territoires	3	3,6	3,7	3,8	4
Créer un fonds d'intervention pour les territoires oubliés avec notamment des incitations fiscales à l'installation pour les entreprises	0,5	1	1	1	1
Créer un fonds de sauvegarde du patrimoine qui ouvre des déductions fiscales pour les dons aux communes de moins de 1 000 habitants	1	1	1	1	1
Renforcer les crédits d'entretien et de restauration du patrimoine	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4
Favoriser les investissements structurants pour l'éducation et l'emploi dans l'outre-mer	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
Alléger la CSG et la CRDS pour les Français de l'étranger	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Déployer un plan piscine à 1 €	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Reconstruire un système de soins d'excellence et accessible à tous	2	2	2	2	2
Créer, afin de mettre fin aux déserts médicaux, une bourse pour les étudiants en médecine en échange de laquelle ils s'engageront à s'installer dans une zone sous-dotée pendant leurs 5 premières années.	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Renforcer la prévention (recherche notamment sur le cancer de l'enfant, dispenser des cours de santé/bien être au collège et sensibiliser aux méfaits de la malbouffe et aux dangers de l'usage de drogues)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Reconstruire la médecine scolaire en doublant le nombre de médecins, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales et revaloriser de 15% leurs salaires.	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Faire du Handicap une grande cause nationale	2,4	2,6	2,8	3	3
Revaloriser l'AAH de 100 euros	1	1	1	1	1
Investir pour l'accessibilité	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Accorder une part fiscale complète aux familles ayant un enfant en situation de handicap	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Exonérer de cotisations sociales patronales les entreprises embauchant un salarié reconnu travailleur handicapé avec un taux d'incapacité permanente supérieur à 50%, pour les deux premières années d'embauche	0,2	0,4	0,6	0,8	0,8
Reconnaître la place des aidants	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Revaloriser les salaires des professeurs en deux temps : 20% d'augmentation automatique pour tous les professeurs, et 20% supplémentaires en contrepartie d'heures de soutien scolaire auprès des élèves en difficulté.	8	8	8	8	8
Faire de la dépendance une grande cause nationale financée par le redéploiement de la CRDS	2,7	3,4	4	4	4
Doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidants de vivre dans de bonnes conditions	2	2	2	2	2
Créer 30 000 postes d'aides-soignants, assistants…	0,5	1	1,5	1,5	1,5
Diminuer la TVA sur les travaux d'aménagement visant à permettre aux personnes âgées de rester dans leur logement.	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5

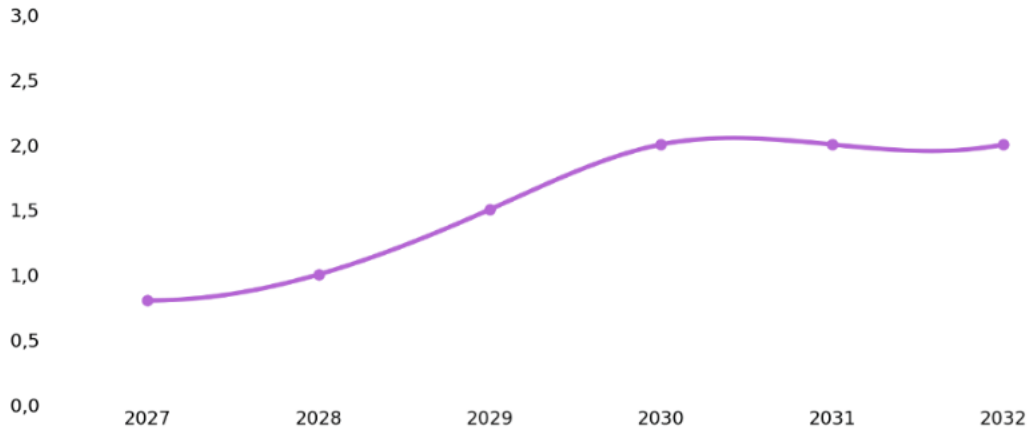
Les principales dépenses et allégements fiscaux concernent les grandes causes nationales suivantes :

- La famille **(3 milliards d'€ par an)** : retrouver un dynamisme démographique est crucial, aussi nous souhaitons créer un système de congé parental optionnel (1,5 milliard d'€) et revenir sur les politiques anti-familles des gouvernements Hollande et Macron.

- Aider les jeunes dans leur développement **(1 milliard d'€ par an).**
- Garantir l'égalité des territoires avec **4 milliards d'€** d'investissements supplémentaires pour nos territoires. Avec les subsides du fonds pour la relocalisation qui sont accordés en échange d'une implantation de nature à rééquilibrer notre territoire, ce sont plus de **7 milliards par an** qui seront octroyés à la ruralité.
- La santé des Français **(2 milliards d'€ par an)** : sauver l'hôpital, la médecine de ville, lutter contre les déserts médicaux, revaloriser la consultation généraliste, développer les maisons et les camions de santé lesquels apportent un local de soins dans des communes isolées géographiquement.
- Le Handicap **(3 milliards d'€ par an)** : aider à l'accessibilité, revaloriser les dispositifs fiscaux et reconnaître les aidants.
- Les salaires des enseignants **(8 milliards d'€ par an)**
- La dépendance **(4 milliards d'€ par an)** : Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidents de vivre dans de bonnes conditions.

LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE

TAUX DE CROISSANCE 2027-2032



Les mesures radicales prises pour réaliser d'importantes économies et faire rentrer des recettes qui ne pèsent pas sur les forces vives dès le début du quinquennat permettent d'amorcer dès 2028 la réduction des déficits publics.

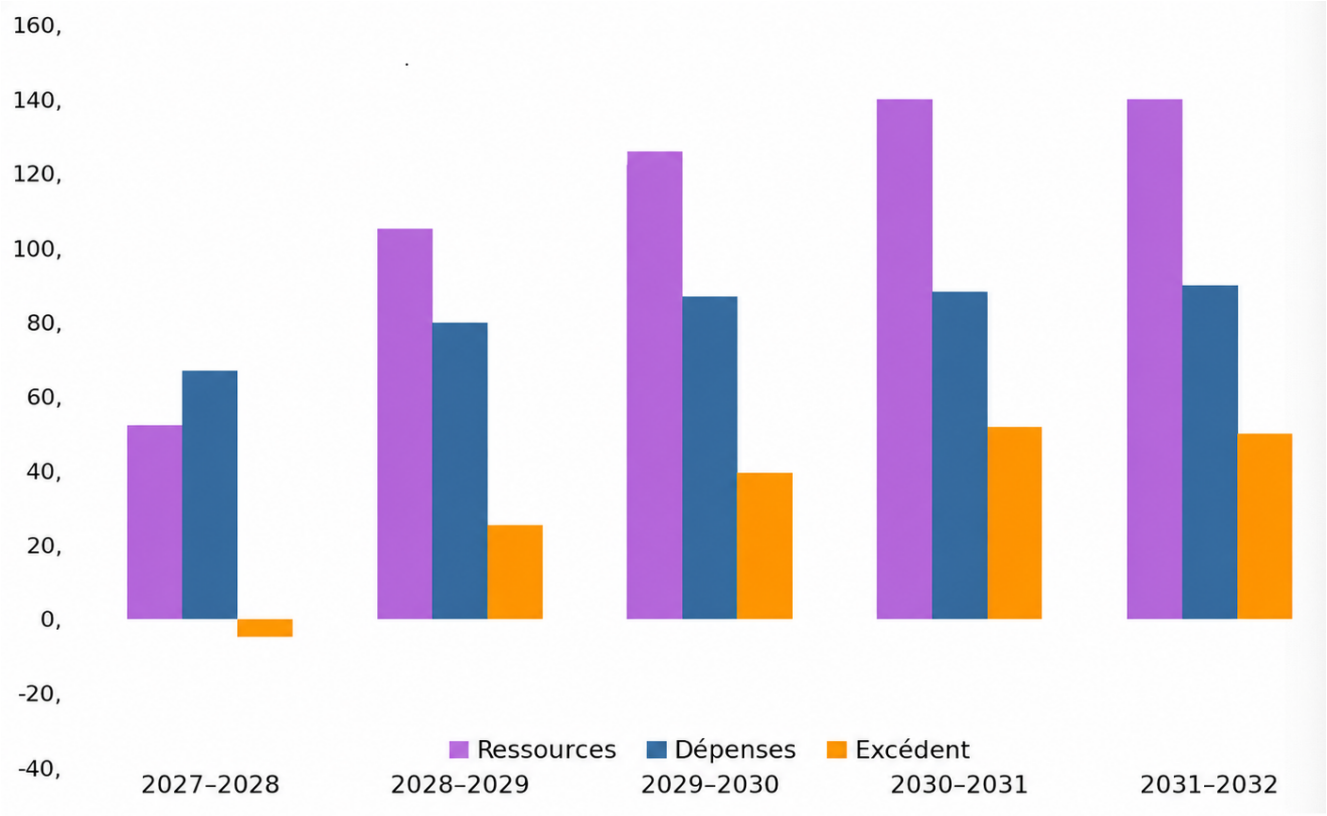
Une gestion rigoureuse des dépenses publiques puis les effets positifs des mesures prises en faveur de la croissance rendent possible un rétablissement progressif de l'équilibre des comptes de l'État.

HYPOTHÈSES ET ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES

Indicateur	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Croissance en volume (%)	**0,5**	**0,8**	**1,0**	**1,5**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Ratio dépense publique/PIB	56,9%	57,2%	56,4%	55,2%	53,8%	52,6%	51,6%
Ratio Déficit public/PIB	-5,5%	-5,8%	-4,8%	-3,7%	-2,9%	-2,2%	-2,0%
Ratio Dette publique/PIB	119%	124%	127%	129%	130%	129%	129%
PIB (Mds euros)	3030	3054	3085	3131	3194	3258	3323
Dette publique (Mds euros)	3600	3778	3927	4045	4136	4209	4276
Dépenses publiques (Mds euros)	1725	1748	1741	1729	1719	1714	1715
Recettes publiques (Mds euros)	1558	1570	1592	1612	1628	1642	1648
Déficit public (Mds euros)	-167	-178	-149	-117	-91	-73	-67

LA COUVERTURE DES DÉPENSES NOUVELLES

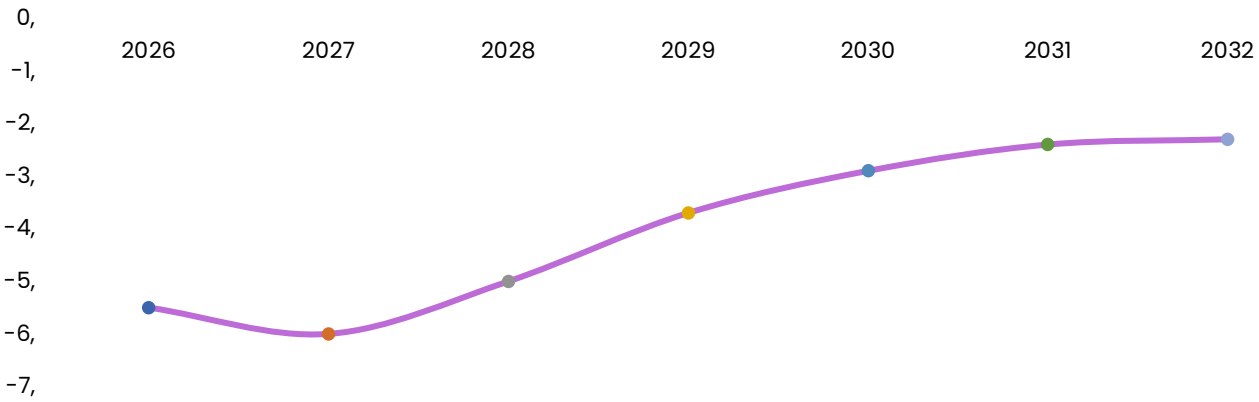
Des dépenses nouvelles couvertes par les nouvelles recettes et les principales économies réalisées ; un excédent croissant chaque année.



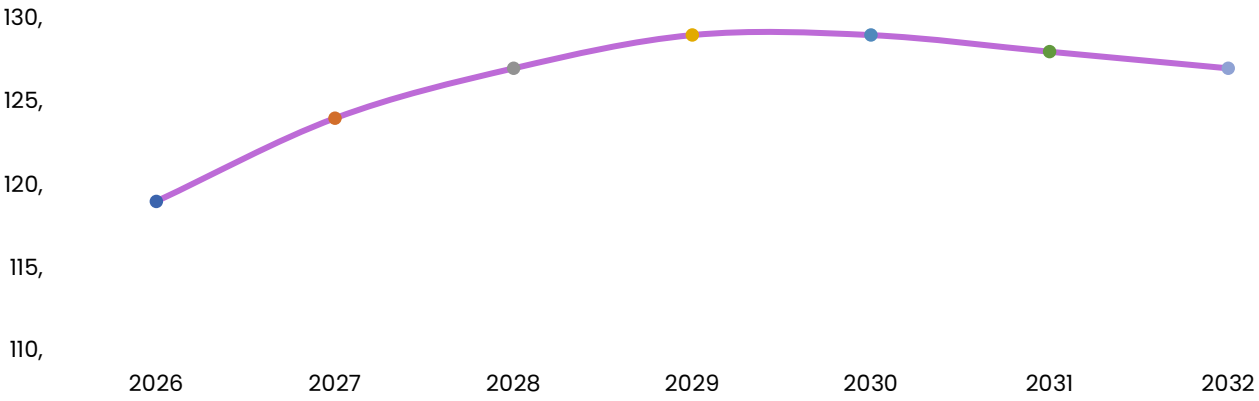
En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Ressources	**61**	**105**	**126**	**140**	**140**
Dépenses	66,6	79,8	86,8	88,2	90
Excédent	-5,61	25,25	39,25	51,80	50,05

DÉFICIT, DETTE ET DÉPENSE PUBLIQUE

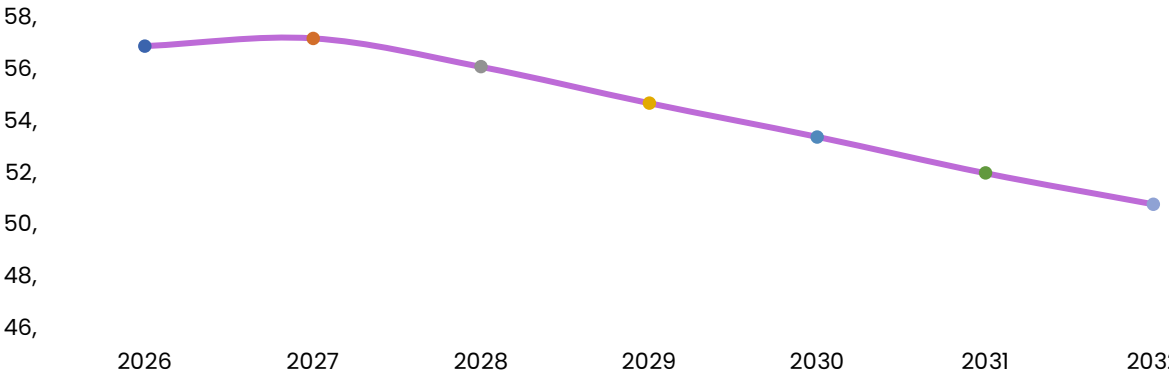
LE DÉFICIT PUBLIC RETOMBE À 3% DÈS 2030



RATIO DETTE PUBLIQUE / PIB



RATIO DÉPENSE PUBLIQUE / PIB



Reprise en main progressive et efficace de l'endettement, qui diminue à partir de 2030 sans rien sacrifier aux investissements d'avenir.